



COWICHAN WOMEN AGAINST VIOLENCE SOCIETY

COUNSELLING SOMENOS TRANSITION HOUSE VICTIM SERVICES HORIZONS PRE-EMPLOYMENT

Besoins en matière de maisons de transition à Cowichan Valley pour les femmes qui quittent une relation de violence

Étude de Condition féminine Canada « Soutien amélioré aux maisons de transition et aux refuges accueillant des femmes et des enfants touchés par la violence faite aux femmes »

Introduction

La violence familiale constitue une préoccupation importante dans la région de Cowichan. En effet, bien qu'il soit difficile d'obtenir des données statistiques, Cowichan Valley enregistrerait un nombre de cas déclarés de violence familiale supérieur à la moyenne provinciale. Comme l'indique l'avocat de la Couronne, il y aurait « approbation de l'inculpation » dans environ 20 à 25 % des affaires de violence familiale. Ce type de violence constitue également un facteur de risque dans les cas de protection de l'enfance.

Et ces chiffres n'illustrent que les situations de violence familiale qui sont déclarées. Dans la majorité des cas, elles ne sont ni signalées, ni détectées. Moins de 10 % des agressions, qu'elles soient perpétrées contre des membres de la famille ou qu'elles soient à caractère sexuel, sont signalées, et moins de 10 % d'entre elles donnent lieu à une condamnation. Les probabilités d'obtenir un résultat favorable étant minces, ce n'est pas surprenant que les femmes ne déclarent pas la violence qu'elles subissent. Et lorsqu'elles le font, elles vivent souvent un autre traumatisme lors de l'interrogatoire de la police et du passage en cour.

C'est un processus complexe que de quitter une relation de violence, d'autant plus lorsque les options de logement abordable sont limitées et que divers facteurs de vulnérabilité, tels que la pauvreté, le manque d'éducation, les antécédents de toxicomanie, les problèmes de santé mentale, l'immigration récente au pays, l'obstacle de la langue et la présence d'enfants et d'animaux de compagnie, viennent aggraver le tout. Pour les femmes des Premières Nations, des défis complexes d'ordre culturel s'ajoutent à l'équation.

À défaut d'avoir une option de logement abordable et sécuritaire, les femmes n'ont d'autre choix que de rester dans une relation de violence, d'y retourner ou de vivre dans une situation précaire et non sécuritaire. Les taux d'inoccupation des logements locatifs, toutes catégories confondues, étant à moins de 1 %, il n'y a pour ainsi dire aucun logement abordable à Cowichan Valley. La plupart des loyers sont trop élevés pour les femmes en situation de pauvreté.

Cowichan Valley

Le [District régional de Cowichan Valley \(DRCV\)](#) s'étend de Malahat jusqu'à Ladysmith et des lacs Cowichan et Shawnigan jusqu'à la localité de Chemainus, au bord de l'océan. D'une superficie de 373 000 hectares, le District compte **83 739** habitants (d'après le Recensement de 2016). Les municipalités de Duncan, de North Cowichan, de Ladysmith et de Lake Cowichan se divisent un peu plus de 55 % de la population (**46 383 habitants**). Les Autochtones représentent quelque 11 % de la population totale du DRCV.



COWICHAN WOMEN AGAINST VIOLENCE SOCIETY

COUNSELLING SOMENOS TRANSITION HOUSE VICTIM SERVICES HORIZONS PRE-EMPLOYMENT

Les changements démographiques au sein de la collectivité, conjugués à la flambée du prix des logements et à la pénurie de logements locatifs abordables, ont mené à une augmentation de l'itinérance ou du risque d'itinérance dans la région. D'après des dénombrements ponctuels réalisés en 2017, il s'est avéré que 17 femmes étaient totalement itinérantes et 40 autres risquaient de le devenir ou connaissaient des situations de logement précaires.

Services accessibles aux femmes qui quittent une relation de violence

Le nombre de services accessibles aux femmes qui quittent une relation de violence est assez limité. La seule organisation qui se consacre exclusivement à cette problématique est la Cowichan Women Against Violence (CWAV) Society.

Son personnel se préoccupe vivement des besoins des femmes (et des enfants) qui se trouvent dans des relations de violence. La CWAV Society a pour but principal de fournir un toit et des services aux femmes et aux enfants touchés par la violence physique ou sexuelle. Au nombre des services offerts, citons notamment des services communautaires d'aide aux victimes; la maison de transition Somenos, qui est un refuge d'urgence pour les femmes avec ou sans enfants exposées à un risque immédiat; du counseling à long terme pour les femmes et les enfants; des groupes de soutien pour les femmes, les jeunes et les enfants; et un programme de préparation à l'emploi s'adressant aux femmes dont les traumatismes ont créé des obstacles à l'emploi. Depuis 2017, la CWAV Society offre un programme destiné aux hommes qui ont des antécédents de violence et qui souhaitent apprendre à vivre sainement une relation de couple.

À la maison Somenos, les femmes (et leurs enfants) sont accueillies pour une durée maximale de 30 jours, après quoi elles sont censées s'en aller. Or, parce que les logements sont difficiles à trouver, les femmes restent couramment pendant près de 45 jours en moyenne, et certaines familles à risque élevé peuvent rester jusqu'à six mois. Chaque année, la maison Somenos accueille une centaine de femmes et une cinquantaine d'enfants.

Avec la raréfaction des logements disponibles et l'augmentation des loyers, il y a eu une hausse considérable du nombre de nuits où toutes les places étaient occupées à la maison Somenos (36 nuits dans le trimestre de juillet à septembre, dont 17 nuits en surcapacité). En juin 2018, il y a eu 22 jours où la maison affichait complet, dont 11 en surcapacité.

Depuis 2016, BC Housing finance un programme de prévention de l'itinérance. C'est grâce à ce programme que la CWAV Society peut aider les femmes à obtenir un logement viable en leur versant des subventions locatives pouvant aller jusqu'à 450 \$ par mois, pour une durée de 9 à 12 mois. Chaque année, une trentaine de familles monoparentales dont le chef est une femme reçoivent de l'aide. Le fait d'avoir un logement change complètement la donne, et en mieux, pour ces femmes. Bon nombre ont décroché un emploi, d'autres ont fait un retour aux études, d'autres encore ont pu récupérer la garde de leurs enfants qui étaient pris en charge par le gouvernement, et la plupart ont réussi à conserver leur logement.



COWICHAN WOMEN AGAINST VIOLENCE SOCIETY

COUNSELLING SOMENOS TRANSITION HOUSE VICTIM SERVICES HORIZONS PRE-EMPLOYMENT

Besoins en matière de logement pour les femmes qui ont fui la violence

L'un des obstacles auxquels sont confrontées les femmes qui quittent une relation de violence, c'est le brusque changement de statut économique : elles passent en effet d'une bonne (ou assez bonne) situation en matière de logement et de revenu à une situation de pauvreté où leurs choix sont très limités. En 2009, la CWAV Society a demandé une évaluation des besoins en matière de logement, afin de déterminer entre autres l'existence d'un besoin pour une maison de seconde étape où les femmes qui ont quitté une relation de violence pourraient se loger en sortant de la maison Somenos.

Les maisons de seconde étape sont des maisons de transition qui offrent une certaine stabilité pour une période définie, soit habituellement de 6 à 24 mois. Pendant cette période, les femmes gèrent le traumatisme qu'elles ont vécu et s'occupent des questions financières et juridiques qui viennent avec le départ d'une relation de violence, avant de faire la transition vers un logement permanent ou un logement du marché. La plupart des femmes qui ont fui la violence doivent bénéficier d'un loyer correspondant aux niveaux d'aide au revenu, et cette exigence est prise en compte dès la conception dans les projets de maisons de seconde étape.

La CWAV Society a établi que, pour répondre aux besoins des femmes ayant fui la violence, 50 logements de seconde étape sont nécessaires à Cowichan Valley. La CWAV Society a présenté à BC Housing un projet de 20 à 40 logements de seconde étape. Elle a par ailleurs proposé une maison de transition peu restrictive de 15 places pour répondre aux besoins des itinérantes qui sont aux prises avec des traumatismes, des dépendances et des problèmes de santé mentale.

Pour la première fois depuis des décennies, les gouvernements provinciaux et fédéral ont porté au rang de priorité la création de logements pour femmes victimes de violence. Cependant, même si les nouveaux logements reçoivent une approbation immédiate, il faudra entre trois et cinq ans pour les construire. D'après le financement offert, la construction des logements envisagés devrait s'échelonner sur une période prévue de 15 ans. Entre-temps, les femmes demeurent exposées à un risque élevé en raison de la pénurie de logements disponibles et abordables.

Respectueusement soumis par courrier électronique à :

Kenza Gamassi, greffière du Comité permanent de la condition féminine

Téléphone : 613-995-6119

Courriel : FEWO@parl.gc.ca

c.c. Alistair MacGregor, député de Cowichan—Malahat—Langford

Alistair.MacGregor.C1A@parl.gc.ca